

INFORMATION CLIENTS EN VERTU DE LA LOI SUR LES CONTRATS D'ASSURANCE (LCA)

Assurance mensualités pour les contrats de leasing conclus avec la Cembra Money Bank SA

Les informations clients suivantes donnent, sous une forme claire et concise, une vue d'ensemble de l'identité de l'assureur et des principaux éléments du contrat d'assurance (article 3 de la Loi fédérale sur le Contrat d'assurance (LCA)). Les droits et obligations de la personne assurée résultent des Conditions Générales d'Assurance (CGA), de la déclaration d'adhésion, de l'attestation d'assurance et de la législation applicable comme plus particulièrement la Loi fédérale sur le Contrat d'assurance.

Qui est l'assureur? L'assureur est la AXA Assurances SA, General-Guisan-Strasse 40, 8400 Winterthur, désigné ci-après par „AXA“.

Par quel biais se font le traitement des prestations et la correspondance? Veuillez toujours correspondre avec AXA Assurances SA, Credit & Lifestyle Protection, General-Guisan-Strasse 40, 8400 Winterthur, téléphone 0848 000 398, fax 0848 000 425 dans toutes les affaires concernant votre couverture d'assurance.

Qui est le preneur d'assurance? Le preneur d'assurance et débiteur de la prime est la banque Cembra Money Bank SA („le bailleur du leasing“). Le bailleur du leasing a conclu un contrat d'assurance collectif avec AXA en faveur des personnes assurées.

Qui sont les personnes assurées? Les personnes assurées sont des personnes qui remplissent les conditions d'adhésion, telles que stipulées dans les Conditions Générales d'Assurance, qui ont transmis la déclaration d'adhésion dûment signée au bailleur du leasing, à l'attention d'AXA, et qui ont reçu du bailleur du leasing une attestation d'assurance.

Quels sont les risques assurés? Les risques assurés sont l'incapacité intégrale de travail, l'incapacité intégrale de gain et le chômage.

Quelle est l'étendue de la couverture d'assurance? Il existe la couverture d'assurance suivante:

- En cas d'incapacité intégrale de travail ou de chômage: Prise en charge (a) de la mensualité fixée dans le contrat de leasing ou (b) du solde résiduel du leasing encore en souffrance au 61^{ème} jour d'incapacité de travail ou (c) d'un montant maximum de CHF 2'500.- par mois, en fonction du montant qui est le plus faible et ce, pour une durée maximale de 9 mois par cas d'assurance. Si l'incapacité de travail ou le chômage se poursuivent moins d'un mois complet après le 61^{ème} jour, AXA versera pour chaque jour d'incapacité intégrale de travail ou de chômage 1/30^{ème} du montant mentionné auparavant.
- En cas d'incapacité intégrale de gain: prise en charge du solde résiduel en souffrance du contrat de leasing à hauteur d'un montant maximal de CHF 65'000.- après déduction du montant faisant l'objet du retard de paiement.

Un délai d'attente de 60 jours a cours pour les trois types de risque (incapacité intégrale de travail, chômage et incapacité intégrale de gain).

Comment les prestations sont-elles fournies? AXA fournit au bailleur du leasing l'ensemble des prestations d'assurance. La prestation d'assurance sera inscrite à l'avoir du compte que vous y détenez; votre dette résiduelle résultant du contrat de leasing sera remboursée à hauteur des prestations versées par AXA au bailleur du leasing.

A quel moment la couverture d'assurance démarre-t-elle? La couverture d'assurance démarre à la date mentionnée dans l'attestation d'assurance. Il existe un délai de carence de 60 jours en cas de chômage.

Combien de temps la couverture d'assurance dure-t-elle et quand prend-elle fin? La couverture d'assurance est conclue pour une durée d'un mois et se renouvelle chaque mois de manière tacite pour un mois supplémentaire. Le contrat d'assurance prévoit les différents motifs / différentes possibilités de dénonciation stipulés dans les Conditions Générales d'Assurance (CGA) qui se résument comme suit:

La couverture d'assurance prend plus particulièrement fin en cas de survenance d'un des événements suivants aux dates désignées pour chaque cas:

- Date à laquelle le contrat de leasing prend fin ou date à laquelle le compte ouvert auprès du bailleur du leasing est équilibré et soldé
- Date à laquelle le total du montant alors encore en souffrance est échu prématurément en vertu du contrat de leasing, en particulier en cas de dénonciation pour retard de paiement, en cas de faillite ou de situation similaire de la personne assurée
- Date du 65^{ème} anniversaire de la personne assurée ou le jour de départ en retraite normale ou anticipée de la personne assurée
- Date à laquelle AXA a versé 27 mensualités en vue de couvrir l'incapacité de travail et/ou le chômage
- Date à laquelle AXA a fourni la prestation d'assurance pour l'incapacité intégrale de gain
- Date à laquelle la personne assurée prend un contrat de travail rémunéré auprès d'un employeur se trouvant en dehors de la Suisse
- Date de mise à terme de l'assurance
- Date de décès de la personne assurée

Vous pouvez plus particulièrement mettre fin à la couverture d'assurance (par lettre écrite adressée à la Cembra Money Bank SA, Bändliweg 20, 8048 Zurich à l'attention d'AXA):

- dans un délai de 30 jours à compter du début de l'assurance: à tout moment
- après expiration des 30 premiers jours: en respectant un délai d'au moins 30 jours pour la fin d'un mois
- si AXA modifie les primes ou conditions d'assurance: dans ce cas, l'avis écrit doit parvenir au bailleur du leasing la veille du jour à partir duquel la modification prendrait effet pour vous selon l'avis d'information d'AXA

AXA et le bailleur du leasing peuvent plus particulièrement mettre fin à la couverture d'assurance:

- pour la fin du mois par avis d'information écrit envoyé à votre attention en respectant un délai d'au moins 30 jours
- si vous êtes en retard vis-à-vis du bailleur du leasing pour le paiement de la prime et qu'une mise en demeure est restée vaine.

Quel est le montant de la prime? Le montant de votre prime est mentionné dans la déclaration d'adhésion et l'attestation d'assurance. Vous êtes redevable de la prime au bailleur du leasing qui vous la facture mensuellement, y compris le droit de timbre fédéral. Nous nous réservons le droit de modifier le montant de la prime pendant la durée de validité de l'assurance.

Quelles sont les autres obligations de la personne assurée?

- Détermination des faits: Vous êtes tenu de coopérer et de transmettre à AXA l'ensemble des renseignements et documents utiles en cas d'investigations relatives à l'assurance – concernant par exemple les infractions aux obligations de déclaration, les accroissements de risques, les vérifications de prestations etc.. Vous êtes également tenu de donner procuration par écrit aux tiers afin qu'ils puissent transmettre à AXA les informations et documents utiles etc.. AXA est en droit de procéder à ses propres investigations.
- Cas d'assurance: l'événement assuré doit immédiatement être signalé à AXA.

De quelle manière la compagnie AXA traite-t-elle vos données? AXA utilise les données en rapport avec votre assurance, en particulier en vue de fixer la prime, de clarifier les risques, de gérer le contrat et de traiter les cas d'assurance. AXA peut faire appel à des sociétés-mère, des filiales et autres sociétés du groupe ou filiales dans d'autres pays de l'Espace Economique européen et de la Suisse en vue de traiter les données dans le cadre de votre assurance. Par ailleurs, vos données peuvent, en cas de sinistre, être transmises au bailleur du leasing, y compris la correspondance et afférant. Les données sont conservées de manière physique ou électronique. Vous avez le droit, en votre qualité de personne assurée, d'exiger qu'AXA vous fournisse les renseignements prévus par la loi et afférant au traitement des données vous concernant.

CONDITIONS GENERALES D'ASSURANCE (CGA)

POUR LA COUVERTURE D'ASSURANCE EN CAS D'INCAPACITÉ INTEGRALE DE TRAVAIL, D'INCAPACITÉ INTEGRALE DE GAIN ET DE CHOMAGE

AXA Assurances SA concernant les contrats de leasing avec la Cembra Money Bank SA

Les présentes conditions générales d'assurance («CGA») régissent les détails de votre couverture d'assurance. L'assureur est la **AXA Assurances SA, General-Guisan-Strasse 40, 8400 Winterthur («assureur» ou «AXA»)**.

L'origine de votre couverture d'assurance est un contrat d'assurance collectif («le contrat d'assurance collectif») conclu entre la Cembra Money Bank SA («le bailleur du leasing») et l'assureur. Le bailleur du leasing est le preneur d'assurance et débiteur des primes dues en vertu du contrat d'assurance collectif. Vous avez adhéré au contrat d'assurance collectif et serez désigné par la suite par le terme de «la personne assurée». Les droits à l'assurance des personnes assurées se dirigent exclusivement contre l'assureur. Aucune revendication ne peut être soulevée à l'encontre du bailleur du leasing dans le cadre d'un cas d'assurance.

Veillez lire attentivement les présentes conditions générales d'assurance et les conserver en lieu sûr. Les bases de votre couverture d'assurance individuelle sont les suivantes:

- les dispositions contenues dans les présentes Conditions Générales d'Assurance;
- les renseignements et indications fournis dans l'attestation d'assurance établie par le bailleur du leasing au nom de l'assureur;
- les dispositions contenues dans votre déclaration d'adhésion.

Les dispositions de la Loi fédérale sur le Contrat d'assurance (LCA) ainsi que du Code suisse des obligations (CO) s'appliquent en complément de cela.

I. CONDITIONS D'ADHESION ET DEFINITIONS

La couverture d'assurance est exclusivement octroyée aux personnes qui, au moment de leur adhésion au contrat d'assurance collectif:

1. avaient conclu un contrat de leasing («le contrat de leasing») avec le bailleur du leasing;
2. ont demandé l'adhésion au contrat d'assurance collectif et se sont déclaré disposés à verser les primes mensuelles répercutées par le bailleur du leasing;
3. sont mentionnées sur le contrat de leasing en tant que première personne à la rubrique «bénéficiaire du leasing»;
4. sont âgés d'au moins 18 ans et de moins de 65 ans;
5. exercent une activité professionnelle fixe et rémunérée en Suisse sur la base d'un contrat de travail à durée indéterminée et non résilié, et travaillent au moins 18 heures par semaine pour le même employeur (ci-après désigné par «sous contrat de travail rémunéré»);
6. ont leur domicile en Suisse, dans la Principauté du Liechtenstein, en Allemagne, en France ou en Italie; et
7. n'ont connaissance d'aucune dénonciation imminente du contrat de travail rémunéré.

II. DEBUT DE LA COUVERTURE D'ASSURANCE

La couverture d'assurance démarre:

- à la date mentionnée sur l'attestation d'assurance pour la couverture prévue aux articles IV et VI (incapacité intégrale de travail ou incapacité intégrale de gain);
- 60 jours après la date mentionnée sur l'attestation d'assurance pour la couverture prévue à l'article VIII (chômage) («délai de carence»).

Les points suivants ont cours si la personne assurée remplace un ancien contrat de leasing assuré (peu importe auprès de quel assureur) par un nouveau contrat de leasing:

1. Le délai de carence devient caduc pour le risque „chômage“ en ce qui concerne la mensualité de leasing assurée jusque-là. Il existe un délai de carence de 60 jours à hauteur de la différence entre la mensualité assurée par l'ancienne assurance et la mensualité assurée par la nouvelle assurance dans la mesure où la mensualité assurée par la nouvelle assurance est plus élevée.
2. Si le cas d'assurance „chômage“ survient au cours du délai de carence, l'assureur versera des prestations à hauteur de la traite assurée la plus basse, c'est-à-dire soit en conformité avec l'ancienne assurance, soit en conformité avec l'assurance actuelle.
3. En ce qui concerne l'assurance en cas d'incapacité intégrale de travail ou d'incapacité intégrale de gain, l'exclusion des conséquences d'une incapacité de travail ou de gain déjà existante ou de maux déjà existants (en particulier maladies ou accidents) qui étaient connus ou auraient dû être connus de la personne assurée au moment de son adhésion au contrat d'assurance collectif, ne s'appliquera qu'à la différence entre la mensualité assurée de l'ancienne assurance et celle de la nouvelle assurance (dans la mesure où la mensualité assurée de la nouvelle assurance est plus élevée).

III. FIN DE LA COUVERTURE D'ASSURANCE

La couverture d'assurance est octroyée pour une période d'un mois sous réserve des possibilités de mise à terme prévues à l'article XIII. La période se prolonge automatiquement d'un autre mois jusqu'à la survenance d'une des dates suivantes:

- Date à laquelle le contrat de leasing prend fin ou date à laquelle le compte ouvert auprès du bailleur du leasing est équilibré et soldé;
- Date à laquelle le montant alors encore en souffrance en vertu du contrat de leasing est échu prématurément, en particulier en cas de dénonciation du contrat pour retard de paiement, en cas de faillite ou de situation similaire de la personne assurée;
- Le jour du 65^{ème} anniversaire de la personne assurée;
- Date de départ en retraite ordinaire ou anticipée de la personne assurée;
- Date à laquelle l'assureur a versé 27 montants mensuels afin de couvrir l'incapacité intégrale de travail et/ou le chômage;
- Date à laquelle l'assureur a fourni la prestation d'assurance pour l'incapacité intégrale de travail;
- Date à laquelle la personne assurée prend un contrat de travail rémunéré auprès d'un employeur se trouvant en dehors de la Suisse;
- Date de mise à terme de la couverture d'assurance (en vertu de l'article XIII);
- Date de décès de la personne assurée.

IV. PRESTATIONS EN CAS D'INCAPACITÉ INTEGRALE DE TRAVAIL

1. On entend par «**incapacité intégrale de travail**» (également désignée ci-après par «**incapacité de travail**» pour une meilleure lisibilité) toute interruption momentanée du travail suite à une incapacité intégrale (100%) de la personne assurée (conséquence d'une maladie ou d'un accident) à exercer l'activité ou l'emploi d'origine. Cette incapacité doit être confirmée par le rapport d'un médecin. L'assureur peut exiger de la personne assurée qu'elle se fasse examiner par un médecin indépendant désigné par l'assureur. Par ailleurs, la personne assurée doit, au moment de la survenance du cas d'assurance, exercer une activité professionnelle salariée (telle que définie à l'article 1).
2. Les prestations de l'assureur sont versées mensuellement. Elles correspondent au montant le plus faible des sommes suivantes: (a) taux mensuel minimal fixé dans le contrat de leasing, (b) solde résiduel du contrat de leasing au 61^{ème} jour de l'incapacité de travail ou (c) montant maximum de CHF 2'500.- par mois. Si l'incapacité de travail se poursuit au-delà du 61^{ème} jour pendant moins d'un mois complet, l'assureur versera pour chaque jour de la poursuite de l'incapacité de travail 1/30^{ème} du montant dû en vertu de la phrase 2.
3. Les prestations de l'assureur sont fournies pendant toute la durée de l'incapacité de travail après expiration d'un délai d'attente de 60 jours consécutifs (à compter de la constatation de l'incapacité intégrale de travail) mais ce, pour une durée maximale de 9 mois par cas de sinistre. Il n'est pas dérogé par là aux dates de mise à terme convenues à l'article III.
4. Une autre incapacité de travail entraîne seulement un droit à assurance en vertu des dispositions suivantes, et ce, quelque soit l'origine de l'incapacité:
 - 4.1 Si la personne assurée a repris son activité rémunérée dans un délai de 6 mois avant la survenance de la nouvelle incapacité de travail, la nouvelle période d'incapacité de travail sera traitée comme une poursuite de la première incapacité de travail (pas de nouveau délai d'attente; pas de fourniture de prestation pendant la durée de la reprise). Des prestations seront fournies pendant une période maximale totale de 9 mois pour la première et l'autre incapacité de travail.
 - 4.2 S'il y a plus de 6 mois entre la première incapacité de travail et le début de l'autre incapacité de travail (nouvel emploi sous contrat de travail rémunéré), l'autre période d'incapacité de travail sera traitée comme un nouveau cas d'assurance avec un nouveau délai d'attente.

V. CAS D'EXCLUSION DE L'ASSURANCE EN SITUATION D'INCAPACITÉ INTEGRALE DE TRAVAIL

Les prestations de l'assureur sont exclues dans les cas suivants:

- Incapacité de travail en tant que conséquence:
 - d'une incapacité de travail ou de gain déjà existante ou de maux déjà existants (en particulier maladies ou accidents), qui étaient déjà connus ou auraient dû être connus de la personne assurée au moment de son adhésion au contrat d'assurance collectif;

- de tentatives de suicide, de blessures corporelles intentionnelles, de consommation de drogues ou médicaments n'ayant pas fait l'objet d'une prescription médicale;
- de la fourniture de services militaires ou similaires;
- de suites d'accidents ou de maladies survenant en raison d'actes intentionnels de la personne assurée, y compris les conséquences d'une dépendance grave ou chronique à l'alcool;
- de douleurs de la colonne vertébrale ou de blessures de la colonne vertébrale suite à un accident, dans la mesure où elles ne peuvent pas être prouvées par des radiographies ou une tomographie à résonance magnétique nucléaire (IRM);
- du SIDA ou suite à des conséquences dues au SIDA;
- Incapacité partielle de travail: il y a incapacité partielle de travail si la personne assurée ne peut plus exercer l'activité ou le travail fait jusque-là dans la même mesure que jusque-là, mais qu'elle peut encore le faire de manière restreinte (à temps partiel);
- Interruption de travail en relation avec le congé maternel légal;
- Suspension ou incapacité de travail en raison de problèmes psychiques (y compris dépressions), dans la mesure où ceux-ci ne sont pas confirmés par un psychiatre reconnu établi en Suisse;
- Toute augmentation du solde du contrat de leasing ou de la traite de leasing suite à un cas de sinistre.

VI. PRESTATION EN CAS D'INCAPACITE INTEGRALE DE GAIN

1. On entend par « **incapacité intégrale de gain** » l'incapacité définitive de la personne assurée à exercer une activité rémunérée, incapacité constatée en vertu de la Loi fédérale sur l'assurance invalidité (IVG) – et demeurant, selon toute probabilité, après un traitement ou une réinsertion raisonnable (survenance suite à une maladie ou un accident). Elle doit être survenue dans un délai de 12 mois à compter de l'accident ou du début de la maladie, atteindre un niveau d'au moins 70% (déterminé sur la base des impératifs prescrits par la Loi fédérale sur l'assurance invalidité (IVG)) et être confirmée par le rapport de deux médecins. Pour ce faire, l'assureur peut exiger qu'un examen soit effectué par deux médecins indépendants désignés par l'assureur. Par ailleurs, la personne assurée doit être sous contrat de travail rémunéré (tel que défini à l'article I) au moment de la maladie ou de l'accident à l'origine de l'incapacité intégrale de gain.
2. La prestation de l'assureur est versée en une fois. Elle correspond au montant encore en souffrance selon le contrat de leasing après un délai d'attente de 60 jours à compter du moment où est fournie la preuve de l'incapacité intégrale de gain (Art. X) (après déduction des traites déjà échues et des intérêts moratoires dus pour les traites en question). En cas de doutes justifiés sur le caractère définitif de l'incapacité de travail, l'assureur peut refuser de verser la prestation d'assurance pour une période de 12 mois.
3. La prestation de l'assureur est limitée à une somme maximale de CHF 65'000.–.

VII. CAS D'EXCLUSION DE L'ASSURANCE EN SITUATION D'INCAPACITE INTEGRALE DE GAIN

Les prestations de l'assureur sont exclues dans les cas suivants:

- Dans les cas mentionnés à l'article V (incapacité intégrale de travail)
- Pendant l'exécution d'une peine de prison;
- Incapacité intégrale de gain en tant que conséquence:
 - de l'exercice d'un des sports suivants: les sports de combat (boxe, lutte, karaté, judo etc.), le rafting en rivière, le canoë et le kayak, la plongée avec bouteille, l'escalade, le parachute et le parapente, l'équitation, la chasse, les sports de course de toute nature (excepté la course à pied), les sports d'hiver (excepté le ski, le patin à glace et la luge);
 - de déplacements à moto en qualité de conducteur ou de passager;
 - d'exercice des professions suivantes: plongeur, mineur, artiste de cirque, travail avec des matières explosives, toute activité de sportif professionnel;
 - la prise de risques et de dangers exceptionnels dans le sens de la Loi sur l'assurance contre les risques d'accident;
 - de tout type d'aviation, excepté en tant que passager payant d'un vol commercial à bord d'un avion de ligne;
 - de l'exercice d'actes pénaux de l'assuré ou d'un tiers, dans la mesure où l'assuré était complice;
 - de la radiation ionisante ou du rayonnement radioactif.

VIII. PRESTATIONS EN CAS DE CHOMAGE

1. On entend par « **chômage** » l'interruption intégrale et durable du travail suite à un licenciement dans le cadre d'une activité salariée, licenciement sur la base duquel des prestations journalières provenant d'une assurance chômage légale sont versées à la personne assurée.
2. La prestation de l'assureur est versée mensuellement. Elle correspond au montant le plus bas des sommes suivantes: (a) traite mensuelle fixée dans le contrat de leasing, (b) solde résiduel en

souffrance du contrat de leasing au 61^{ème} jour de chômage ou (c) montant maximum de CHF 2'500.– par mois. Si le chômage se poursuit au-delà du 61^{ème} jour pendant moins d'un mois complet, l'assureur versera pour chaque jour de la poursuite du chômage 1/30^{ème} de la somme due en vertu de la phrase 2.

3. Si la personne assurée touche déjà des prestations d'assurance en raison d'une incapacité de travail et si, par ailleurs, elle se retrouve au chômage, seules les prestations pour incapacité de travail continueront à être allouées (article IV.). A la fin de l'incapacité de travail, il sera possible, si les conditions sont remplies, de faire une demande de prestation d'assurance pour raison de chômage.
4. Les prestations de l'assureur sont fournies après expiration d'un délai d'attente de 60 jours consécutifs de chômage pendant toute la durée du chômage, la durée étant cependant limitée à 9 mois par cas d'assurance. Ce sont par ailleurs les dates de mise à terme prévues à l'article III qui ont cours.
5. Un nouveau chômage entraîne seulement un droit à l'assurance en vertu des dispositions suivantes:
 - 5.1 Si la personne assurée a repris son activité rémunérée dans un délai de 6 mois avant d'être à nouveau au chômage, la nouvelle période de chômage sera traitée comme étant la suite de la première période (pas de nouveau délai d'attente; pas de fourniture de prestation pendant la durée de la reprise). Les prestations seront fournies pendant une durée totale maximale de 9 mois pour la première, ainsi que pour l'autre période de chômage.
 - 5.2 Si plus de 6 mois s'écoulent entre la fin de la première période de chômage et le début de l'autre période de chômage (nouvelle activité sous contrat de travail rémunéré), l'autre période de chômage sera traitée comme un nouveau cas d'assurance avec un nouveau délai d'attente de 60 jours.
6. **Revenu intermédiaire / Journées de suspension:** Si la personne assurée touche un revenu intermédiaire pendant la durée du chômage, la prestation d'assurance diminuera pour le mois concerné dans la même proportion que celle de la réduction de l'allocation chômage à laquelle procèdera la caisse de chômage pour le mois concerné en raison du revenu intermédiaire. La prestation d'assurance diminuera selon le même principe si la caisse de chômage a prononcé des journées de suspension à l'encontre de la personne assurée.

IX. CAS D'EXCLUSION DE L'ASSURANCE EN SITUATION DE CHOMAGE

Les prestations de l'assureur sont exclues dans les cas suivants:

- Licenciement (ou communication du licenciement de la personne assurée) avant expiration de 60 jours à compter du début de l'assurance;
- Chômage qui n'est pas dédommagé par l'assurance-chômage, ainsi que chômage partiel;
- Un licenciement déjà prononcé au moment de l'adhésion de la personne assurée au contrat d'assurance collectif ou un chômage déjà existant au moment de la signature du contrat de leasing;
- Grève ou chômage volontaire;
- Fin d'un contrat de travail à durée déterminée ou d'un projet de travail spécifique;
- Dénonciation communiquée à la personne assurée pendant la durée d'une période d'essai, d'apprentissage ou de formation. Cela ne vaut pas pour une période d'essai qui suit directement un cas d'assurance;
- Licenciement suite à une infraction intentionnelle à des obligations importantes stipulées dans le contrat de travail;
- Licenciement pour motif important en vertu de l'article 337 du Code suisse des obligations (CO);
- Toute augmentation du solde du contrat de leasing ou de la traite de leasing pendant un cas d'assurance;
- Si la personne assurée résilie un contrat de travail rémunéré pour prendre ensuite un nouvel emploi rémunéré auprès d'un autre employeur, un nouveau délai de carence de 60 jours commence à courir à compter de la fin de l'ancien contrat de travail. Il n'y a pas de couverture d'assurance si le nouvel employeur résilie le nouveau contrat de travail au cours du délai de carence.

X. PRETENTION AUX PRESTATIONS

Afin de faire valoir des droits à des prestations d'assurance, la personne assurée doit utiliser les formulaires de sinistre nécessaires à cet effet qu'elle peut se procurer auprès de l'assureur à l'adresse indiquée ci-dessous. Le formulaire dûment rempli doit ensuite être envoyé à l'assureur (voir adresse à la fin du présent article X). Afin de vérifier son obligation de prestation, l'assureur peut exiger tous les justificatifs qu'il considère nécessaires afin de pouvoir examiner le droit concerné (y compris l'autorisation de consulter le dossier afin de vérifier si la personne assurée remplissait les conditions d'inscription au moment de son adhésion à l'assurance). Il s'agit plus particulièrement des documents suivants:

En cas d'incapacité intégrale de travail

- Copies du dernier contrat de travail et de la dernière feuille de salaire;
- Certificat médical ou diagnostic (a) donnant des renseignements sur l'origine et la nature de la maladie ou du préjudice corporel ainsi que sur le pronostic, et (b) fixant la durée probable de l'incapacité de travail;
- En cas d'accident: une copie du rapport de police (s'il en existe un);
- Déclaration d'absence du lieu de travail en tant que conséquence de la maladie ou de l'accident (document délivré par l'employeur).

En cas d'incapacité intégrale de gain

- Certificat médical ou diagnostic (a) donnant des renseignements sur l'origine et la nature de la maladie ou du préjudice corporel, ainsi que sur le pronostic, et (b) constatant l'incapacité intégrale de gain en vertu de l'article. VI.1;
- Déclaration d'absence du lieu de travail en tant que conséquence de la maladie ou de l'accident (document délivré par l'employeur).

En cas de chômage

- Copies du dernier contrat de travail et de la dernière feuille de salaire;
- Copie de la lettre de licenciement;
- Copie de l'inscription et de la demande d'indemnisation chômage faite auprès d'une caisse de chômage;
- Copies des décomptes mensuels de versements de prestations effectués par la caisse de chômage.

Les rapports médicaux et attestations médicales doivent dans tous les cas être délivrés par un médecin établi en Suisse, en France, en Italie, en Allemagne ou dans la Principauté du Lichtenstein. Tous les documents doivent être transmis dans une des langues nationales de la Suisse. Les coûts liés aux justificatifs mentionnés ci-dessus seront supportés par la personne assurée. Par ailleurs, l'assureur peut, à ses propres frais, se procurer ou demander d'autres justificatifs et exiger d'autres examens médicaux qui lui semblent indispensables pour la décision concernant la constatation du droit. Dans ce contexte, l'assureur est en droit de contacter directement les médecins. Par la présente, la personne assurée dégage les médecins traitants ainsi que tous les autres collaborateurs d'institutions, de services administratifs et autres mentionnés dans les documents produits pour le cas d'assurance ou impliqués de toute autre manière dans le traitement médical, de leur obligation au secret médical/professionnel, dans la mesure où cela est nécessaire en vue de la constatation de l'obligation de couverture (y compris la vérification des conditions d'inscription). Les documents évoqués ci-dessus ou demandés en sus doivent être envoyés à l'adresse suivante dès la survenance d'un cas d'assurance:

AXA Assurances SA
Credit & Lifestyle Protection
General-Guisan-Strasse 40
8400 Winterthur

XI. MODIFICATIONS DES PRIMES OU DES CONDITIONS GENERALES D'ASSURANCE / AVIS D'INFORMATION

1. L'assureur peut exiger à tout moment une modification des primes et/ou des conditions générales d'assurance et ce, aussi bien pour les risques déjà existants que pour les nouveaux risques. L'assureur informe par écrit les personnes assurées des modifications en question au plus tard 30 jours avant leur entrée en vigueur. Les avis d'information sont considérés comme ayant fait l'objet d'une notification valide à compter du moment où elles ont été envoyées à la dernière adresse de correspondance connue de l'assureur ou du bailleur du leasing.
2. Si la personne assurée n'est pas d'accord avec les modifications, elle peut mettre fin à la couverture d'assurance en informant le bailleur du leasing par écrit et en respectant un délai de 30 jours pour la fin du mois.

XII. PRIME

1. En sa qualité de preneur d'assurance et de débiteur des primes à l'encontre de l'assureur, le bailleur de leasing répercute la dette de primes sur la personne assurée. La personne assurée est redevable de la prime au bailleur de leasing qui en exige le versement en même temps que les mensualités du leasing et le timbre fédéral.
2. La première prime est échue à la date du début de l'assurance, les primes suivantes au cours des mois suivants, avec les mensualités de leasing prévues au contrat de leasing.
3. La prime est une prime mensuelle. La personne assurée est tenue de verser sa prime mensuelle au bailleur de leasing, y compris pendant la période où elle perçoit des prestations en vertu du présent contrat d'assurance collectif.

XIII. FIN / RETARD DE PAIEMENT

1. La personne assurée peut mettre fin à l'assurance en le faisant savoir par écrit à la banque, à l'attention de l'assureur et ce, dans un délai de 30 jours à compter du début de l'assurance. Dans ce cas, la

couverture d'assurance est sans conséquence en termes de coûts et les primes déjà versées à la banque par la personne assurée lui seront intégralement remboursées.

2. Après les 30 premiers jours, la personne assurée peut résilier la couverture d'assurance par lettre adressée au bailleur du leasing à l'attention de l'assureur et en respectant un délai d'au moins 30 jours pour la fin du mois. En cas de résiliation de cette nature, la couverture d'assurance expirera à la fin du mois concerné.
3. L'assureur et le bailleur du leasing se réservent le droit de mettre fin à la couverture d'assurance dans un délai d'au moins 30 jours pour la fin du mois (notification réalisée en conformité avec l'article XI.1 dernière phrase).
4. Si la prime due par la personne assurée n'est pas versée dans les délais à la date d'échéance prévue à l'article XII.2, le bailleur de leasing est en droit d'exiger par écrit de la personne assurée, en la menaçant des suites du retard, de procéder au paiement dans un délai de 14 jours suivant l'expédition de la mise en demeure. Si la prime devait ne pas être versée dans les délais malgré un rappel de cette nature, l'obligation de prestation de l'assureur est suspendue après expiration des 14 jours mentionnés.

XIV. FOURNITURE DE LA PRESTATION ET CESSION

L'assureur fournit à la banque les prestations d'assurance. A cet effet, la personne assurée cède par la présente au bailleur du leasing les droits à l'ensemble des prestations d'assurance dont elle jouit à l'encontre de l'assureur. Les prestations d'assurance sont écrites à l'avoir du compte de la personne assurée auprès du bailleur de leasing; la dette résiduelle résultant du contrat de leasing est remboursée au bailleur du leasing en conséquence, à hauteur des prestations de l'assureur.

XV. VALEUR DE RACHAT ET DE TRANSFORMATION

L'assurance n'a ni valeur de rachat, ni valeur de transformation.

XVI. PROCEDURE DE RECOURS (MEDIATEUR)

Si la personne assurée est insatisfaite des prestations fournies, elle peut à tout moment s'adresser à l'assureur. Si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, la personne assurée peut avoir recours au médiateur de l'assurance:

Médiateur pour les assurances privées et la Suva

Suisse allemande (siège principal)

In Gassen 14, Postfach 181, 8022 Zürich
Tél. 044 211 30 90 / help@versicherungsombudsman.ch

Suisse romande:

Ch. des Trois-Rois 2, Case postale 5843, 1002 Lausanne
Tél. 021 317 52 71 / help@ombudsman-assurance.ch

Suisse italienne:

Via G. Pocobelli 8, Casella Postale, 6903 Lugano
Tél. 091 967 1783 / help@ombudsman-assicurazione.ch

Le médiateur examine le recours et cherche à assurer la médiation entre les parties. Il n'est pas dérogé par là à la possibilité de porter l'affaire devant les tribunaux.

XVII. PROTECTION DES DONNEES

AXA traite des données qui résultent des documents d'assurance et de la conclusion du contrat, et les utilise en particulier pour la détermination des primes, la clarification des risques, la gestion du contrat et le traitement de cas de sinistre. Pour ce faire, AXA peut faire appel à des sociétés-mère, à des filiales et autres sociétés ou filiales du groupe se trouvant dans d'autres pays de l'Espace Economique européen. Les données de la personne assurée peuvent, à des fins de règlement de l'assurance, être transmises à AXA, à son siège principal ainsi qu'à des sociétés mère, des filiales et autres sociétés du groupe dans les pays de l'Espace Economique européen ainsi qu'en Suisse. Par ailleurs, les données de la personne assurée, ainsi que la correspondance échangée à ce sujet peuvent, en cas d'assurance, être transmises au bailleur du leasing en sa qualité de preneur d'assurance jouissant du droit aux prestations. Les données sont conservées de manière physique ou sous forme électronique. La personne assurée est en droit d'exiger qu'AXA lui transmette les informations prévues par la loi sur le traitement des données la concernant.

XVIII. CHOIX JURIDIQUE

Les droits de la personne assurée prévus au contrat d'assurance collectif sont soumis à la législation suisse.

XIX. JURIDICTION COMPETENTE

La personne assurée a le choix entre Winterthur en qualité de lieu d'implantation de l'assureur et le domicile suisse de la personne assurée comme lieu de juridiction compétente.